



La Lettre Économique

Pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes

© DG Trésor

N°21 – Décembre 2020

SOMMAIRE

MEXIQUE : *Face à la récession économique, quelle sortie de crise pour le Mexique ?*

GUATEMALA : *Quelle réactivation économique pour le Guatemala post-Covid ?*

REPUBLIQUE DOMINICAINE : *Le président valide le développement du métro avec les Français*

CUBA : *Nouvelle stratégie économique et sociale post COVID-19 à Cuba*

FOCUS STATISTIQUE

MEXIQUE

Face à la récession économique, quelle sortie de crise pour le Mexique ?

L'ensemble des indicateurs économiques manifestent la profonde récession que devrait connaître le pays en 2020. Le FMI estime que Mexique pourrait cependant limiter les effets de la crise pour la population et accélérer la reprise économique en mettant en place un plan de soutien aux acteurs économiques, qui pourrait notamment être financé par une réforme fiscale ambitieuse.

1. En raison de son ouverture au commerce international, le Mexique fait face à une sévère récession économique.

Le Mexique était déjà en récession en 2019 (-0,01%), en raison de la baisse des investissements dans un climat d'incertitude sur la politique économique de la nouvelle administration et d'une baisse de la dépense publique résultant de la politique d' « austérité républicaine ». **En 2020 le Mexique connaîtra une récession profonde résultant de la pandémie de COVID-19.** En effet, il est le 4^{ème} pays le plus touché par la crise sanitaire avec plus de 100 000 décès à fin novembre. Les services du FMI évaluent la récession à 9 % du PIB sur l'ensemble de l'année en raison de la mise à l'arrêt d'une grande partie de l'économie mexicaine au second trimestre 2020 et de l'impact sur les chaînes de production du pays, le Mexique étant un maillon important dans les chaînes de production mondiale. Cette crise économique est également une crise sociale qui touche plus particulièrement les plus défavorisés. Ainsi, dans un pays qui ne dispose pas d'amortisseurs sociaux et où les dépenses sociales sont limitées (4,3 % du PIB en 2020), le taux de pauvreté pourrait connaître une hausse de 10 % dépassant désormais les 50 % de la population dans un pays déjà miné par les inégalités. **En l'absence d'une amélioration de la situation, subordonnée à la distribution d'un vaccin, les services du FMI estiment que le Mexique mettra huit ans avant de retrouver son niveau de chômage et son taux de pauvreté d'avant la crise.** Il faudra également plusieurs années avant que le Mexique ne retrouve son niveau de PIB d'avant la crise. **Sur le plan de l'emploi, le taux de chômage devrait connaître une augmentation passant de 3 à 5%.** Près de 12 millions de Mexicains se sont retrouvés privés d'emploi au plus fort de la crise. Par ailleurs, le secteur informel qui représentait déjà avant la crise près de 60% des emplois du pays a gagné en importance.

Entre janvier et octobre 2020, l'inflation mensuelle a été très faible et se situait en moyenne à 0,26%. Fin octobre 2020, l'inflation se situait toutefois à 4,09% par rapport au même mois de 2019, soit en dehors de la cible de la banque centrale (3% +/- 1%). Pour 2021, l'inflation pourrait revenir dans la cible à 3,2 %. Cette hausse de l'inflation s'explique principalement par la reprise de l'activité économique de façon graduelle à partir de juin et de la baisse graduelle du taux directeur de la banque centrale. Ainsi, l'inflation a été particulièrement marquée dans le secteur des biens de consommations et des produits alimentaires en raison de la dépréciation du peso mexicain (MXN) dans un pays où beaucoup de produits alimentaires sont importés.

Les échanges commerciaux ont enregistré une diminution de 30 % au deuxième trimestre 2020, mais ont tout de même connu un rebond dans le secteur industriel, notamment automobile, à la faveur de la réouverture des chaînes de production des Etats-Unis. Les transferts de fonds de migrants, notamment ceux provenant des Etats-Unis, ont connu une hausse de 26 % sur les sept premiers mois de l'année, favorisées par la dépréciation du MXN. De ce fait, le compte courant du pays, structurellement déficitaire, est passé de -0,3% du PIB à un excédent de 1,2% du PIB. **Toutefois, l'aversion au risque au niveau mondial a conduit à une fuite de capitaux hors du pays.** Alors que les investissements directs étrangers (IDE) et les investissements de portefeuilles représentaient respectivement 50% et 41% du PIB en 2019, les IDE ont chuté de 30% sur les six

premiers mois de 2020 et les investissements de portefeuille constituent une source de vulnérabilité en raison de leur volatilité. Cette fuite de capitaux est restée toutefois contenue.

Les trois agences de notation ont dégradé la note souveraine du Mexique. En moyenne celle-ci s'établit à l'équivalent de BBB. Malgré ces dégradations, le pays n'a pas rencontré de difficultés pour se financer sur les marchés internationaux et le spread a été contenu. Il semble que les marchés aient anticipé en amont ces possibles dégradations. Parallèlement, l'entreprise nationale pétrolière PEMEX, soutenue par l'Etat, a été dégradée en actif spéculatif. Là encore, les marchés avaient anticipé cette situation. Elle n'a aussi pas rencontré de difficultés pour restructurer sa dette et émettre de nouvelles obligations.

La Banque centrale a poursuivi sa politique d'assouplissement monétaire, déjà entamée à partir de la seconde moitié de l'année 2019. Ainsi et de façon progressive la banque a diminué son taux directeur de 8,25 % à 4,25 %. La Banque centrale a également mis en place des mesures afin de garantir l'accès aux liquidités pour un montant total de 3,3 % du PIB. Néanmoins ces outils ont été peu utilisés par les acteurs économiques, les banques commerciales ayant été frileuses pour prêter. Sans intervenir massivement, la Banque centrale a tenté d'accompagner la dépréciation du MXN pour éviter les effets d'aubaine et les spéculations. Au plus fort de la crise, le MXN avait perdu près de 30 % de sa valeur face à l'USD et à l'EUR, faisant du peso mexicain l'une des monnaies les plus impactées par la crise du COVID-19. Cette dépréciation résulte de la forte exposition du Mexique au commerce international, à son intégration dans les chaînes de valeur mondiale et à son haut niveau d'utilisation (le MXN étant la troisième monnaie émergente la plus utilisée dans le commerce international après le renminbi chinois).

2. Malgré la situation, le Mexique fait le choix d'un très faible niveau de soutien à l'activité économique.

Alors que de nombreux pays dans le monde se sont lancés dans une politique budgétaire expansionniste, recourant à l'endettement pour apporter un soutien aux entreprises et aux ménages, le Mexique a fait le choix d'un très faible niveau d'intervention. Le pays dispose toutefois, selon le FMI, de marges budgétaires pour mettre en place un programme de relance et de soutien aux acteurs économiques. La mise en place de telles politiques économiques suppose de recourir à l'endettement. Or, lors de la campagne présidentielle, le candidat Lopez Obrador s'était engagé auprès des Mexicains à ne pas augmenter la dette du pays alors que le niveau d'endettement avait progressé de près de 10 % sous la précédente administration. Pour le moment, le Président reste fidèle à sa ligne politique et n'envisage un recours à l'endettement qu'en cas de détérioration plus profonde de l'économie du pays. Le pays n'a dépensé selon les estimations que 0,7 % de son PIB pour faire face à la crise.

Néanmoins, l'endettement public du pays devrait se situer autour de 65,5% fin 2020 contre 53,7% fin 2019 (+12%), notamment en raison de la forte contraction du PIB et de la dépréciation du MXN. En effet, un tiers de la dette étant libellé en devises étrangères (USD et EUR), la dépréciation du MXN alourdit mécaniquement la charge de celle-ci. Le soutien financier à PEMEX fait également planer un risque systémique sur la dette du pays.

Sur le plan budgétaire, les services du FMI tablent sur un déficit budgétaire 2020 de 5,8 % contre 4,7 % du PIB prévu par les autorités mexicaines, en raison des *scenarii* divergents concernant le niveau de contraction de l'économie, les ressources pétrolières et l'efficacité de la collecte fiscale. Le « paquet économique » 2021 adopté par le Congrès maintient l'orthodoxie budgétaire et n'accroît les dépenses budgétaires en termes réels que de 0,1%. Les priorités demeurent les mêmes que pour 2020 : financement de programmes sociaux mis en place en 2019 et dont l'efficacité à lutter contre la pauvreté n'est pas encore prouvée et financement des grands projets d'infrastructures (nouvel aéroport de Mexico sur la base militaire de Santa Lucia en remplacement du précédent chantier qui avait déjà coûté 4 Mds USD, raffinerie de Dos Boas et train Maya).

3. Dans ce contexte, quelle sortie de crise pour le Mexique ?

Le gouvernement table sur une relance économique portée par le nouvel accord économique TMEC (USMCA en anglais), entré en vigueur en juillet 2020 et modernisant l'ALENA, mais également sur une redirection d'une partie du commerce international en sa faveur en raison de la guerre commerciale entre la Chine et les USA. Cette situation devrait encore renforcer l'interdépendance entre les Etats-Unis et le Mexique alors que déjà plus de 80 % des exportations mexicaines sont à destination des Etats-Unis. Le nouvel accord UE – Mexique conclu en avril 2020, qui n'est pas encore ratifié, pourrait également apporter de nouvelles opportunités économiques au pays.

Il semble néanmoins que le Mexique ne puisse que difficilement faire l'économie de la mise en place d'un plan de relance, dont le financement serait notamment assuré par la mise en place d'une réforme fiscale ambitieuse.

Dans le cadre de son évaluation annuelle au titre de l'article IV, le FMI a recommandé aux autorités mexicaines la mise en place d'un plan d'appui aux acteurs économiques d'un montant compris entre 2,6 et 3,5 % du PIB (incluant les 0,7% précédemment injectés). Ce stimulus budgétaire devrait être orienté vers les investissements publics à effet de levier, l'accroissement des dépenses de santé pour répondre à la crise sanitaire et la hausse des dépenses sociales afin de limiter les effets sur les populations les plus vulnérables. La mise en place d'un tel plan pourrait permettre au Mexique de gagner 4 % de PIB d'ici 2025. Pour renforcer son efficacité ce plan devrait également prévoir des mesures à destinations des PME-ETI du pays qui représentent l'essentiel des emplois du pays.

Afin de dégager les marges de manœuvre budgétaires nécessaires à la mise en place de ce plan économique, les autorités mexicaines ne peuvent se passer de la mise en place d'une réforme fiscale. Le Mexique se caractérise par la faiblesse du taux de prélèvement obligatoire : il est le pays de l'OCDE dont la collecte fiscale est la plus basse, à raison de 16 % contre une moyenne de 34,3 % pour les pays de l'OCDE et de 19,4 % pour la moyenne des pays d'Amérique latine. Cette situation limite les marges de manœuvre du gouvernement en termes de dépenses publiques et de redistribution de la richesse notamment aux moyens de programmes sociaux dont les montants demeurent faibles. Cette réforme devrait venir modifier en profondeur à la fois la TVA pour la rendre plus efficace et limiter les effets de la compensation et l'impôt sur le revenu afin de le rendre plus progressif. **A terme cette réforme fiscale pourrait rapporter entre 3 et 4 % du PIB.**

GUATEMALA

Quelle réactivation économique pour le Guatemala post-Covid ?

Le Guatemala était prêt à rompre pour quelques années avec sa traditionnelle grande orthodoxie budgétaire afin de relancer l'économie post-covid et tempêtes Eta et Iota, et réorienter son modèle économique vers des productions locales à plus forte valeur ajoutée. Cependant, la contestation populaire des dernières semaines a eu raison du budget le plus élevé de l'histoire et instaure une période d'incertitude sociale et politique. A moyen terme, la multiplication des projets (ville durable, transports, infrastructures portuaires et aéroportuaires, sécurité, parcs industriels...) représente autant d'opportunités pour nos entreprises, dans un contexte cependant de cadre juridique encore instable et de solutions de financement domestiques (notamment publiques) peu développées.

1. Le Guatemala, un bon élève dans sa gestion économique de la crise

Le Guatemala sera l'économie d'Amérique latine et Caraïbes enregistrant la plus faible baisse du PIB en 2020. Le FMI a estimé dans le World Economic Outlook d'octobre que l'économie guatémaltèque devrait reculer de 2% g.a. contre une baisse de 8,1% en moyenne pour la région. Cette résilience permettra au pays un plus fort rebond en 2021 (+4% g.a.). Par ailleurs, l'inflation pour l'année 2020 est estimée à 2,3% g.a. soit une baisse de 1,1 pp par rapport à 2019. Enfin, le solde de la balance commerciale du pays est resté en territoire positif à 3,8% du PIB alors que l'Amérique latine et Caraïbes accuse un déficit commercial combiné à hauteur de 0,5% du PIB.

Cette relative bonne tenue économique s'explique cependant par des facteurs exogènes et potentiellement contreproductifs pour le développement soutenable du pays. Les transferts de fonds des migrants ("remesas") ont augmenté de 5,1% g.a. sur les dix premiers mois de l'année malgré la crise sanitaire et les incertitudes liées aux élections américaines. Elles représentent dès lors 13% du PIB soit 3 pp de plus que les exportations du pays. Le Guatemala, importateur net de pétrole, a aussi profité de la baisse historique du prix du baril. Enfin, le pays a dû s'endetter pour soutenir la population et l'économie : si le ratio d'endettement est resté relativement faible (32% du PIB 2020, en hausse de 6 pp par rapport à 2019), la hausse du déficit public (de 3,2 pp en 2020, pour atteindre 3,8% du PIB 2020) fait entrevoir un nouveau défi pour ce pays ayant le recouvrement fiscal le plus faible de la région (12,1% du PIB 2018), point qui ne semble pas amener à évoluer favorablement à moyen terme.

2. Un budget 2021 retoqué suite à un mouvement social d'une ampleur inédite depuis 2015

Le Congrès a annulé le projet de budget 2021 de 99,7 Mds GTQ après deux semaines marquées par un mouvement de protestations sociales inédit ayant entre autres impliqué l'incendie du Parlement. Le budget 2020 de 89,7 Mds GTQ sera dès lors reconduit automatiquement dans les prochains jours par le gouvernement, qui devra mener des négociations pour le modifier au cours de l'année prochaine afin de prendre en compte les nouveaux défis sanitaires et les priorités gouvernementales pour la relance économique. Les manifestants ont principalement dénoncé un processus d'approbation du budget qualifié d'opaque et favorisant les élites politiques et économiques du pays. Des réductions importantes dans des programmes sociaux tels que la lutte contre la malnutrition et le budget santé avaient par ailleurs été approuvées.

Les tensions au sein du duo présidentiel ont atteint leur paroxysme lorsque que le Vice-président a ouvertement critiqué l'action du Président et a proposé sa démission si le Chef de l'Etat faisait de même. L'Organisation des Etats Américains a été appelée en renfort et un dialogue avec plusieurs institutions économiques a été instauré. Cette crise politique et budgétaire vient affaiblir une confiance déjà entamée envers le Président Giammattei pour sa gestion de la crise sanitaire moins d'un an après sa prise de fonction.

3. Un plan ambitieux pour la transformation économique du pays, au-delà de la simple relance

Le gouvernement a présenté fin octobre un ambitieux plan de transformation économique à horizon 2030 pour le pays : Guatemala no se detiene. Cette vision se décompose en deux stratégies distinctes : développement des exportations sur des produits à fort potentiel et investissements sur des secteurs à forte valeur ajoutée pour renforcer la dimension productive et sociale du pays, dans un contexte de relocalisation espérée d'une partie des chaînes de valeur mondiales.

Le pays souhaite se convertir en leader régional sur 20 produits, augmentant ainsi les exportations de 5 Mds USD d'ici à 2030. Les secteurs agricole, textile/habillement et chimique ont été identifiés comme les plus porteurs par une étude de McKinsey. Ils permettraient la création de 576.000 emplois et des revenus supplémentaires atteignant 3,4 Mds USD. Cette stratégie agressive de production locale permettrait au pays d'atteindre de nouveaux marchés, notamment européens.

Le second pilier du plan repose sur l'attraction de 300 MUSD d'IDE dans des secteurs spécifiques. Ce programme reposera sur le leapfrogging, concept économique définissant la progression rapide d'un pays dans un secteur grâce à l'adoption de systèmes innovants étrangers lui permettant de rattraper son retard. Cette stratégie serait utilisée dans les secteurs de la pharmacie, des dispositifs médicaux, des machines & appareils électriques et des technologies de l'information, tous ces secteurs étant susceptible de présenter des intérêts pour nos entreprises.

Cette attraction de capitaux se fera grâce à l'amélioration du climat des affaires. Le Guatemala souhaite améliorer son attractivité via trois axes : montée en compétence du capital humain, amélioration du cadre légal et renforcement en infrastructures. Des programmes-pilotes tels que Finishing School, le projet de loi sur le travail à temps partiel ou des projets d'infrastructures attrayants sont porteurs d'espoir. Ils devront cependant surpasser l'inertie du secteur public et la frilosité du gouvernement à dépenser (0,7% du PIB 2019 d'investissement public en infrastructure).

Par ailleurs, le budget pluriannuel pour la réactivation de l'économie présenté par le gouvernement, englobant les différents programmes mentionnés ci-dessus, priorise les projets d'infrastructures. Le Ministère des communications, infrastructures et logement devrait disposer de 5,7 Mds GTQ d'investissement et celui de la Santé de 666 M GTQ dont 400 M GTQ pour l'achat d'un vaccin contre la Covid-19. Le maintien de ces sommes reste cependant incertain suite au rejet du budget 2021. Ces budgets se confronteront par ailleurs à une difficulté structurelle au Guatemala : l'absence généralisée d'agences nationales par secteur pouvant porter et instruire les projets d'infrastructures. Le manque de cadre réglementaire et de concurrence porté par une entité régente par secteur (port, route, gestion de l'eau

notamment) paralyse la création d'une stratégie nationale à long terme (absence de plans directeurs) et réduit l'appétence des grandes entreprises étrangères à investir dans le pays.

4. Les entreprises françaises pourraient profiter de cette dynamique, dans des secteurs porteurs.

Le programme d'infrastructure concentre ses financements dans le secteur des transports. Des études sont notamment menées dans la ville de Guatemala pour une ligne de tramway nord/sud de 750 MUSD (Metroriel) ou la modernisation de l'aéroport international La Aurora. Les entreprises de transport (Alstom, Systra, Thales, CMA CGM), de construction (Vinci, Bolloré, Bouygues) et de services aux collectivités (Véolia, Suez) suivent les avancées des projets. Par ailleurs, Sanofi, Schneider Electric, Legrand et Teleperformance pourraient profiter du plan Guatemala no se detiene. La bonne tenue de l'économie en 2020 et son rebond attendu en 2021 pourraient également contribuer au développement de la présence des produits français de grande consommation.

Les entreprises françaises pourront par ailleurs profiter de la réforme de la loi sur les Partenariats Publics Privés, présentée au Congrès dans les prochains jours et qui ambitionne de développer ce format de collaboration en sus de la concession, historiquement préférée par les autorités. La complémentarité du plan de réactivation avec l'amélioration du cadre légal crée une conjoncture favorable et améliore les perspectives pour les entreprises étrangères. L'annulation du budget 2021 par le Congrès entraîne cependant des incertitudes quant à l'approbation de cette loi et sur une éventuelle requalification des priorités gouvernementales quant à ses projets d'investissement.

Plusieurs organismes dont l'influent cercle de réflexion Fundesa ont montré un intérêt pour le développement de collaboration dans la formation. Le Guatemala souhaite diversifier les canaux de collaboration avec les acteurs étrangers en soutenant notamment des actions culturelles ou universitaires (dans le domaine des technologies en particulier). L'université Internaciones, disposant de plusieurs campus sur le territoire et spécialisé dans ces secteurs, pourrait ainsi être envisagée comme partenaire d'une école spécialisée (codage) ou d'un incubateur français. Des partenariats dans le développement de l'apprentissage en alternance pourraient par ailleurs permettre à nos entreprises françaises de répondre aux manques de l'enseignement professionnel local.

La résilience du pays face à la crise, l'importance du secteur privé et la stabilité politique permettent au Guatemala de se projeter avec une relative confiance dans l'après-Covid. Ce plan d'investissement doit permettre au pays de devenir un pôle d'attractivité et de développement en Amérique centrale, à l'heure où les trois autres pays de la région CA-4 font face à des crises profondes ou des périodes d'incertitudes politiques et économiques. La relance économique du pays se voit en revanche menacée par l'annulation du budget. Le gouvernement devra rapidement trouver un consensus budgétaire répondant aux besoins sociaux de la population et à la nécessité de relancer l'économie. Les nombreux projets devront donc porter des solutions de financement appropriées, y compris avec les apports des bailleurs multilatéraux, massifs dans le contexte Covid et en cours de complétion suite aux dégâts engendrés par les tempêtes tropicales Eta et Iota. Nos entreprises sont globalement bien placées pour répondre à ce défi, notamment sur les projets les plus techniques, malgré l'incertitude sur le nouveau cadre légal des PPP et les sources de financement des projets.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Le président valide le développement du métro avec les Français

Le président Abinader veut développer le métro de Saint-Domingue en s'appuyant sur l'expertise française. Après maturation du programme gouvernemental de transport urbain, cela valide une expertise française de financement et des entreprises tout en créant de nouvelles attentes.

1. Les Français sont associés depuis le début au métro de Saint-Domingue

Les entreprises françaises et les garanties publiques sont présentes depuis la ligne 1

Dès la ligne 1, le développement du métro a fait l'objet de trois lots : génie civil attribué à des prestataires dominicains, système intégral ferroviaire attribué à un consortium franco-allemand et matériel roulant attribué à Alstom et la société d'ingénierie locale Sofratesa. Le consortium franco-allemand réunit sous la coordination de Sofratesa : Thalès pour les systèmes de communication, de contrôle et de billettique, CIM/TSO pour l'installation des rails, et l'Allemand Siemens pour l'électrification et la signalisation. Ces contrats bénéficiaient dès l'origine de garanties publiques gérées à l'époque par la Coface.

L'AFD finance le développement du transport urbain depuis la ligne 2

Un premier prêt d'appui budgétaire de 230 M USD signé en 2011 a permis de financer le génie civil de la ligne 2. Un second prêt de 210 M USD a été signé en 2014 pour un programme d'aménagement urbain recouvrant le relogement des habitants du quartier précaire inondable La Barquita, la mise en place d'un téléphérique urbain et l'extension de la ligne 2 du métro vers l'Est sur 4 km. POMA a construit et exploite depuis 2018 le téléphérique de Saint-Domingue.

L'AFD finance l'optimisation du métro qui intéresse les entreprises françaises

L'optimisation des capacités du métro a fait l'objet de deux prêts AFD (100 M EUR signés en 2018 et 50 M EUR en 2019) pour financer l'extension de cinq stations de la ligne 1, l'achat de matériel roulant et l'agrandissement de la station d'interconnexion entre les deux lignes. Ce programme d'investissement suspendu au moment des élections intéresse le consortium franco-allemand du système intégral ferroviaire et l'association Alstom/Sofratesa.

2. Le président Abinader valide le développement du métro sur quatre ans

Le candidat a fait campagne sur le monorail

Dans son programme, le candidat mettait certes en avant un système de transport intégré multimodal mais l'accent était mis sur des systèmes de monorail en PPP à Saint-Domingue et Santiago. Il était à craindre que le nouveau président souhaite se distinguer de ses prédécesseurs Leonel Fernandez à l'initiative du métro et Danilo Medina à l'initiative du téléphérique. Il n'en a rien été.

L'INTRANT s'est approprié le plan de mobilité urbaine durable réalisé avec l'AFD et Systra

Dans le cadre du programme Mobilise Your City, l'AFD a appuyé l'INTRANT (structure administrative appelée à former le ministère des transports) dans l'élaboration du plan de mobilité urbaine de Saint-Domingue avec une assistance technique de Systra. L'INTRANT a profité de la réunion du 29 septembre dédiée au lancement d'une subvention de 10 M EUR accordée dans le cadre de la facilité

européenne d'investissement par le biais de l'AFD pour présenter à tous les nouveaux responsables politiques de la capitale le plan de mobilité urbaine durable validé en 2019.

Le président a profité de sa visite du métro pour valider le plan de développement

Le président Abinader a effectué le 26 octobre une visite des infrastructures du métro et du téléphérique aux côtés de l'INTRANT et de l'OPRET (opérateur du métro et du téléphérique). A cette occasion, **il a validé les plans de développement** incluant une **extension de la ligne 2 vers l'Ouest** accompagné d'un **téléphérique de rabattement** à Los Alcarrizos, une **extension de la ligne 2 vers l'Est** et la création d'une **ligne 3 vers l'aéroport** de Saint-Domingue les Amériques. La communication présidentielle a mis en valeur notamment l'expertise de l'AFD. Le lendemain 27 octobre, **l'Ambassadeur de France et la délégation AFD** menée par le directeur du département Trois Océans Charles Trottmann **ont effectué la même visite** du métro et téléphérique lors de laquelle **le directeur de l'OPRET a fait part des attentes à l'égard de la France.**

3. Les perspectives pour la France sont déterminantes

La priorité va à l'accompagnement de la décision politique

Le plan de développement du métro offre **une vision sur le mandat présidentiel** des investissements attendus par le président Abinader. Cependant, **le gouvernement ne dispose pas des 1,5 Mds USD** estimés au total.

Cette vision mettra plusieurs mois à se décliner en contrats

Pour l'OPRET et l'AFD, la priorité opérationnelle porte sur **la conclusion de l'optimisation du métro avec la publication des appels d'offres dans les semaines** à venir. Ensuite, **les plans d'extension nécessiteront chacun quatre à six mois d'études complémentaires** avant de donner lieu à des appels d'offres. Poma pourrait sans doute envisager la signature du **contrat de la ligne de téléphérique à Los Alcarrizos** dans quelques semaines.

Le président Abinader a défini une vision du développement du transport urbain de Saint-Domingue qui s'appuie sur l'expertise française, notamment l'AFD et les entreprises françaises. Les modalités de financement proposées par la France seront déterminantes.

CUBA

Nouvelle stratégie économique et sociale post-Covid-19 à Cuba

Déjà en proie à une situation économique et financière dégradée, compte tenu du resserrement de l'embargo des Etats-Unis et de l'effondrement de son allié vénézuélien mais aussi des blocages structurels internes, Cuba fait face à un nouveau défi de taille : la pandémie de la Covid-19. Les conséquences économiques de cette dernière obligent le gouvernement à accélérer l'ouverture économique de l'île, devenue impérative.

1. Une économie en récession ...

Les effets de la pandémie sur l'économie cubaine sont d'ores et déjà massifs : assèchement des entrées de devises (exportations de services médicaux, transferts de fonds des immigrés cubain ou *remesas*, tourisme et exportations de matières premières), ralentissement voire paralysie de certaines activités notamment chez les autoentrepreneurs privés (1/3 des licences ont ainsi été suspendues), prévision de chute du PIB annuel (-8% d'après la CEPAL, -8,3% selon the EIU), détérioration des finances publiques ...

*La période qui s'amorce apparaît délicate pour l'île, bien qu'habituee à des crises plus ou moins profondes, compte tenu de l'ampleur potentielle de la récession que la chute attendue des rentrées de devises va amplifier.

2. ... Contraint les autorités à accélérer l'actualisation du modèle économique et social ...

Particulièrement prudentes dans la gestion de la pandémie jusqu'à récemment, les autorités ont amorcé un changement de cap dans la stratégie du pays. L'économie, du fait de l'urgence de la situation, a pris le pas sur le contrôle de la crise sanitaire. Le Conseil des ministres a ainsi approuvé en session extraordinaire, le 16 juillet, « **une stratégie économique et sociale pour relancer l'économie et faire face à la crise causée par la pandémie** », précisée lors du programme télévisuel « *mesa redonda* » dont plusieurs émissions ont été consacrées à la thématique économique.

Signal fort, **le pays est de nouveau ouvert au tourisme** national, mais surtout aux visiteurs internationaux. En parallèle, la stratégie économique et sociale post-Covid-19 s'affine. En plus des traditionnelles priorités (production d'aliments et incitations aux exportations en substitution des importations), elle se fonde sur trois piliers :

- **Le renforcement de l'autonomie des entreprises étatiques** : assouplissement de la politique salariale, flexibilisation de certains aspects du droit du travail et décentralisation du processus de prise de décision et de gestion. Mais surtout, le point crucial semble être la décentralisation de la gestion des ressources obtenues, notamment en devises. Les entreprises exportatrices (dont les entreprises mixtes) pourront désormais jouir des devises captées à hauteur de 60% ou 80% et ainsi mettre en place de véritables stratégies d'investissement propres ou d'achats d'équipement et de services, notamment à l'étranger.
- **La libéralisation et la promotion du secteur privé** : en plus de l'accès au marché de gros ou encore l'autorisation d'exportation et d'importation pour le secteur privé, les autorités ont prévu de se concentrer sur le travail pour compte propre : en l'ouvrant à de nouvelles activités, en facilitant les démarches administratives pour l'obtention d'une licence ou encore en autorisant l'exercice de plusieurs activités différentes. En parallèle, ces mesures devraient s'accompagner d'une reconnaissance juridique du secteur.
- « **L'ordenamiento monetario** » : ce concept correspondant à une série de réformes à caractère interdisciplinaire et transversal incluant mais allant au-delà du projet d'unification monétaire et

cambiaire. Ce dernier se traduira par l'élimination du CUC ainsi que par la fixation d'un taux de change unique. Pour contrer les phénomènes inflationnistes induits, il s'accompagnera d'une réforme des salaires (salaire moyen et pension moyenne annoncés multipliés par 5) et des prix, avec le maintien d'un prix centralisé pour un panier de la ménagère. Quelques incertitudes demeurent néanmoins, non des moindres : la date de mise en application de cette réforme monétaire (l'unification monétaire étant présentée comme immminente depuis de nombreuses années) de même que le taux de change choisi.

3. ... Et la dollarisation partielle de l'économie pour capter des devises

Outre la fin du *gravamen*, l'autorisation d'exportation et d'importation pour le secteur privé *via* des entreprises étatiques traduit la **volonté du gouvernement à capter des devises**. En effet, en plus des marges commerciales, les entreprises étatiques exportatrices récupéreront 20% du montant des exportations en monnaie librement convertible (MLC). En contrepartie, un versement d'un montant équivalent en monnaie nationale sera effectué sur le compte de l'entité privée.

En parallèle, les Cubains peuvent depuis fin juillet acheter des produits de première nécessité (alimentaires et d'hygiène) en MLC dans 72 boutiques publiques. Les paiements se réalisent par des cartes bancaires en devises étrangères. Cette mesure s'inscrit dans la continuité de l'autorisation en 2019 de la vente au détail et de l'importation en devises étrangères de produits électroménagers et de pièces automobiles.

Elle vise principalement à récupérer les devises qui font défaut au pays pour financer les importations incompressibles (produits alimentaires). Si l'utilisation de l'USD ne concerne pour l'instant que certains produits et magasins, son recours pourrait à terme modifier les équilibres sur le marché monétaire. Le CUC se dépréciait fortement, l'USD s'échangeant au marché noir jusqu'à 1,60 CUC.

FOCUS STATISTIQUE

MEXIQUE	AMÉRIQUE CENTRALE						CARAÏBES				
	Guatemala	Panama	Costa Rica	El Salvador	Honduras	Nicaragua	Rep. Dom.	Haïti	Jamaïque	Trinité et Tobago	
INDICATEURS INTERNES											
PIB Nominal (Mds USD 2019)	1 258	76,7	66,8	62,1	27,0	24,9	12,5	89,0	8,7	15,8	24,1
PIB / habitant (USD en 2019)	9 862	4 354	15 834	12 243	4 186	2 550	1 920	8 595	772	5 826	17 276
Croissance du PIB...											
...2019 (e)	-0,3 %	3,8 %	3,0 %	2,0 %	2,4 %	2,7 %	-3,9 %	5,1 %	-1,2 %	0,9 %	0 %
...2020 (p)	-8,9 %	-2,0 %	-8,9 %	-5,4 %	-9,0 %	-6,6 %	-5,5 %	-6,0 %	-4,0 %	-8,6 %	-5,6 %
Inflation moyenne (2019)	3,6 %	3,7 %	-0,4 %	2,1 %	0,1 %	4,4 %	5,4 %	1,8 %	17,3 %	3,9 %	1,0 %
Taux de chômage moyen (2019)	3,5 %	-	7,1 %	12,4 %	6,7 %	4,1 %	6,1 %	6,2 %	-	7,7 %	-
Solde Budgétaire (2019) (Total; Primaire)	-2,3 % ; 1,3 %	-2,2 % ; -0,6 %	-3,1 % ; -1,5 %	-7,0 % ; -2,8 %	-3,0 % ; 0,6 %	0,1 % ; 0,9 %	-0,5 % ; 0,8 %	-2,2 % ; 0,6 %	-2,3 % ; -1,8 %	0,9 % ; 3,6 %	-3,7 % ; -1,3 %
Dette Publique (% du PIB) (2019)	53,7 %	26,6 %	41,0 %	58,4 %	69,4 %	40,3 %	42,1 %	53,8 %	47,7 %	93,9 %	45,1 %
INDICATEURS EXTERNES											
Exportations FR (MEUR)											
...2019	3 668	67	577	70	31,3	35	9,5	124	44	23	31
...2018	3 275	58	457	57	208	18	9,4	119	51	29	29
...2017	3 384	54	332	60	23	22	10	150	52	49	32
Solde bilatéral pour la France ...2019	1 379 M€	14 M€	563 M€	-164 M€	19 M€	-65 M€	-48 M€	-51 M€	31 M€	2 M€	-171 M€

Notes : * Les données sont issues de la base de données du rapport *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2020 du Fonds Monétaire International et de données issues des douanes françaises.

* Les données concernant le Gouvernement (dette et situation budgétaire) concernent le Gouvernement central, à l'exclusion des entreprises publiques.

* Pour le Mexique, les chiffres pour la dette (53,7 %) et le solde budgétaire primaire (1,3 %) indiqués sont ceux retenus par le FMI afin de conserver l'homogénéité et la comparabilité avec les autres économies présentées. L'estimation diffère du calcul du Ministère des Finances mexicain (45,8 % pour la dette publique et 1,1% pour le solde budgétaire primaire).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

